Dialogue sur la gouvernance environnementale et climatique : Les parlementaires s’engagent avec Benkadi

Du 3 au 4 juillet 2024, s’est tenu à l’hôtel Bel Azur de Grand-Popo un dialogue politique entre le Réseau des parlementaires béninois pour l’eau, l’assainissement, le climat et le développement durable et le projet Benkadi au Bénin. Au terme des échanges, l’honorable Adjibadé Moukaram KOUSONDA, au nom du réseau, Monsieur Ernest Comlan Pédro, Secrétaire Permanent de la PASCiB, et Monsieur Juriph Tokpo, Conseiller Technique et Juridique du MCVT, ont signé le communiqué final sanctionnant les travaux et précisant l’engagement total des parlementaires à accompagner le projet Benkadi pour une meilleure gouvernance environnementale et climatique au Bénin.

Vue d’ensemble

« Les députés membres du réseau des parlementaires sur les questions de climat et d’assainissement, à travers le présent communiqué final, expriment leur total appui à la PASCiB et au projet Benkadi pour que les politiques publiques soient inclusives et mises en œuvre pour le renforcement de la résilience des populations vulnérables aux changements climatiques en République du Bénin. » Telle est la conclusion du communiqué final ayant sanctionné les travaux.

Les parlementaires, après avoir écouté les communications sur les forces et faiblesses du cadre juridique en matière d’environnement et de changement climatique au Bénin, ont remercié la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB) pour le travail accompli à travers le projet Benkadi.

Les députés ont constaté que les communautés continuent de subir les affres du changement climatique, qui se traduisent par les inondations, la déforestation, l’érosion côtière et les variations climatiques extrêmes, avec des répercussions directes sur nos écosystèmes, notre agriculture, notre économie et le bien-être de nos populations.

Ils se sont félicités de l’engagement de la PASCiB pour un dialogue constructif avec les acteurs étatiques et les partenaires techniques et financiers sur les politiques macro-économiques et sectorielles orientées vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable.

Ils ont ensuite exprimé leur engagement à contribuer à toute amélioration du cadre juridique et réglementaire en lien avec les changements climatiques et à toute action de sensibilisation et d’implication des communautés pour l’amélioration de leur résilience.

L’atelier a été présidé par l’honorable Adjibadé Moukaram KOUSONDA, député à l’Assemblée Nationale et Vice-Coordonnateur

du Réseau des parlementaires béninois pour l'eau, l'assainissement, le climat et le développement durable. Il a insisté sur l'entière disponibilité du Parlement à accompagner le projet Benkadi pour améliorer les textes en vigueur.

De gauche à droite, le DC/ Maep, le député et le Secrétaire Permanent de la PASCiB à l'ouverture

Pour le Secrétaire Permanent de la PASCiB, Dr. Ernest Comlan PEDRO, la présence massive des députés au dialogue témoigne de l'engagement partagé à relever l'un des défis les plus pressants de notre époque : la lutte contre les effets néfastes du changement climatique. Il a rappelé que les textes les plus importants adoptés ou ratifiés par le Bénin n'ont pas toujours reconnu expressément et de façon explicite l'implication active de la société civile, encore moins celle des couches vulnérables.

C’est pourquoi le dialogue revêt une importance capitale pour notre pays afin de préserver notre riche patrimoine naturel, mais aussi pour garantir un avenir durable pour les générations futures. Dr. Pedro a remercié chaleureusement chacun des participants pour leur engagement et leur participation active à un dialogue fructueux. Il n’a pas manqué d’exprimer sa gratitude aux partenaires : Woord an Daad et le Ministère Néerlandais des Affaires Étrangères du Royaume des Pays-Bas (MOFA), pour leur appui technique et financier.

Le Directeur de Cabinet du Ministère de l’Agriculture, de l’Élevage et de la Pêche, associé à l’événement, Monsieur Aguêmon Dossa, a remercié les parlementaires pour leur présence malgré leurs multiples préoccupations. Pour lui, le Bénin, comme tous les pays de la planète, est confronté à des défis environnementaux et climatiques sans précédent. En tant que pays à vocation agricole, nous ressentons particulièrement les impacts de ces changements sur nos productions, nos rendements et nos moyens de subsistance.

Il est donc impératif que tous les décideurs politiques et responsables publics adoptent une approche proactive et collaborative pour renforcer la gouvernance environnementale. Cela passe par des politiques audacieuses, des réglementations claires et une mise en œuvre rigoureuse des mesures de protection de notre environnement. Ce dialogue avec les parlementaires est crucial, leur rôle législatif et de contrôle étant déterminant pour la réussite de notre mission commune, a déclaré le Directeur de Cabinet.

Il a souhaité que les lacunes et les opportunités dans nos cadres législatifs et réglementaires soient identifiées et les capacités institutionnelles renforcées pour une mise en œuvre efficace des politiques environnementales afin de promouvoir la participation active des communautés locales dans la gestion de l’environnement.

Ensemble, nous devons construire un avenir où notre

environnement est protégé, où notre agriculture est résiliente face aux aléas climatiques et où nos citoyens peuvent vivre en harmonie avec la nature, a conclu Monsieur Aguêmon Dossa.

Cell com / Benkadi

Journée mondiale de la population: Du Recensement au Développement

La célébration ce 11 juillet 2024 de la Journée mondiale de la population est l'occasion de mettre en lumière ces efforts. C'est parce que chaque personne compte et que chaque individu du globe doit jouir de ses droits humains et atteindre son plein potentiel que la Journée mondiale de la population doit interpeller sur la nécessité de mettre en place des systèmes de données reflétant fidèlement la diversité humaine.

Cette journée mondiale constitue également une occasion de

célébrer les progrès en matière d'amélioration de la prestation des soins de santé à l'échelle mondiale, à la faveur notamment d'une révolution technologique permettant de mesurer, plus efficacement que jamais auparavant, la réalité et les expériences des personnes.

« L'humanité ne pourra progresser que si chaque personne est recensée, où qu'elle se trouve et quelle qu'elle soit, dans toute sa singularité. Pour en finir avec les inégalités, pour instaurer et cultiver la paix et la prospérité, pour que l'espoir brille d'une lumière plus intense, il importe de redoubler d'efforts en faveur de l'inclusion », a souligné à cette occasion la Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population, Natalia Kanem.

Dans une déclaration à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la population, Mme Kanem a salué les « énormes » progrès réalisés dans la collecte, l'analyse et l'utilisation des données démographiques au cours des trente dernières années, répondant à l'appel de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994.

De nouvelles statistiques démographiques, ventilées par âge, origine ethnique, genre et autres facteurs, reflètent la diversité au sein de nos sociétés, a-t-elle fait remarquer, notant, à titre d'exemple, que les deux tiers des pays du monde incluent désormais des questions sur le handicap dans leur questionnaire de recensement.

La prospérité d'une population repose inévitablement sur une identification précise de ses besoins et attentes. Partout dans le monde, des efforts considérables sont déployés pour améliorer continuellement la collecte et l'analyse des données démographiques.

La célébration de la Journée mondiale de la population, qui a eu lieu ce jeudi, met en lumière ces efforts. Chaque personne compte, et chaque individu doit jouir de ses droits humains et

atteindre son plein potentiel. La Journée mondiale de la population rappelle l'importance de mettre en place des systèmes de données qui reflètent fidèlement la diversité humaine.

Cette journée est également une occasion de célébrer les progrès réalisés dans l'amélioration de la prestation des soins de santé à l'échelle mondiale, grâce à une révolution technologique permettant de mesurer, plus efficacement que jamais, la réalité et les expériences des personnes.

« L'humanité ne pourra progresser que si chaque personne est recensée, où qu'elle se trouve et quelle qu'elle soit, dans toute sa singularité. Pour en finir avec les inégalités, instaurer et cultiver la paix et la prospérité, et faire briller l'espoir d'une lumière plus intense, il est essentiel de redoubler d'efforts en faveur de l'inclusion », a souligné Natalia Kanem, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population, à cette occasion.

Dans une déclaration pour la Journée mondiale de la population, Mme Kanem a salué les « énormes » progrès réalisés dans la collecte, l'analyse et l'utilisation des données démographiques au cours des trente dernières années, répondant à l'appel de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994.

Elle a souligné que les nouvelles statistiques démographiques, ventilées par âge, origine ethnique, genre et autres facteurs, reflètent la diversité de nos sociétés. À titre d'exemple, les deux tiers des pays du monde incluent désormais des questions sur le handicap dans leurs questionnaires de recensement.Au Bénin, « En une trentaine d'années, la population du Bénin a enregistré une tendance plus que galopante. Elle a triplé, passant de 3,3 millions d'habitants en 1979 à plus de 10 millions habitants en 2013 soit un taux d'augmentation de plus de 200% sur la période. Si la dynamique démographique actuelle reste maintenue, notre population pourrait doubler d'ici 2050.

Ceci n’est pas forcément une mauvaise chose. C’est l’assurance que l’identité du Bénin, celle pour laquelle le Gouvernement travaille depuis 2016, va se consolider et se transmettre de génération en génération », a déclaré le Ministre du développement et de la coordination de l’action gouvernementale, Abdoulaye Bio Tchane.

Megan Valère SOSSOU

Adaptation aux changements climatiques : les Femmes et les Jeunes d’Athiémè et de Grand-Popo sensibilisés

Dans le cadre du programme BENKADI, l’ONG JVE Bénin a orchestré les 13 et 14 juin 2024 des ateliers à Athiémè et Grand-Popo. Ces ateliers avaient pour objectif de renforcer les capacités adaptatives des associations de femmes et de jeunes dans les secteurs de l’agriculture et miniers. Les thématiques clés abordées étaient le maraîchage écologique, la production de compost à partir de produits locaux et l’exploitation de sable lagunaire, le tout dans le contexte des défis posés par les changements climatiques.

Fabrication de compost

À Athiémè, une trentaine de participants, ont bénéficié de cet atelier. Dans un premier temps, les participants ont eu l’opportunité de visiter un site d’exploitation de sable lagunaire. Cette visite a permis aux participants non seulement d’observer les pratiques d’exploitation et de comprendre l’importance des mesures de restauration écologique mais aussi de se familiariser avec les réglementations environnementales. *« La visite nous a ouvert les yeux sur les impacts environnementaux de l’exploitation du sable. Nous avons appris comment minimiser ces impacts tout en respectant les réglementations en vigueur. »* a témoigné ADANKANHOUNDE Agath.

Dans un second temps, l’accent a été mis sur le maraîchage écologique et la production de compost à partir de la jacinthe d’eau, une plante invasive du lac Djetoè. 18 participantes, principalement des femmes et des jeunes filles, ont acquis des

compétences précieuses pour optimiser la fertilisation de leurs cultures maraîchères de manière durable. KOKOU Huguette est l'une des participantes, elle a est satisfaite : *« Cette formation m'a appris à transformer une menace environnementale en une ressource précieuse pour nos cultures. C'est une véritable révolution pour notre communauté. »*

À Grand-Popo, bien que la visite de site d'exploitation de sable n'ait pas été possible, la formation sur le maraîchage écologique et la production de compost a été reproduite avec succès. Elle a mobilisé 30 femmes et jeunes filles, issues d'associations locales. Elles ont toutes participé activement aux sessions de formation, démontrant leur engagement à adopter des pratiques agricoles durables. C'est le cas de DAVITO Rachelle. Elle témoigne : *« Ces ateliers nous ont permis d'acquérir des compétences essentielles pour améliorer nos pratiques agricoles tout en respectant l'environnement. Nous sommes prêtes à appliquer ces nouvelles méthodes dans nos communautés. »*

Retenons que, ces ateliers conduits par l'ONG JVE Bénin à travers le programme BENKADI, ont atteint leur objectif en renforçant les capacités des participants dans les domaines clés de l'agriculture et des mines. Les compétences pratiques acquises sur l'exploitation de sable lagunaire, le maraîchage écologique et la production de compost à base de produits locaux sont essentielles pour favoriser la durabilité des pratiques agricoles et renforcer la résilience face aux changements climatiques.

Megan Valère SOSSOU

La Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasse prépare la digitalisation de ses services

Du mercredi 03 au vendredi 05 juillet 2024, s'est tenu à JECO Hôtel de Dassa-Zoumè, un atelier préparatoire à la digitalisation des services fournis par la Direction générale des Eaux, Forêts et Chasse (DGEFC). Organisé conjointement par la Direction des Systèmes d'Information (DSI) du Ministère du Cadre de Vie et des Transports, en charge du Développement Durable (MCVT) et la DGEFC, avec l'appui d'ENABEL à travers le Programme d'appui au secteur (para) portuaire (PASPort), cet atelier s'inscrit dans le cadre du vaste programme de dématérialisation des actes et services aux usagers initié par le Gouvernement du Bénin.

Echange en plénière

L’objectif de cet atelier est de recenser tous les services offerts par la DGEFC aux usagers, de les inscrire sur le Catalogue des Solutions Interopérables (CatIS) et d’établir la liste des services prioritaires à digitaliser selon un plan d’action bien précis pour le sous-secteur des eaux, forêts et chasse. Ce processus vise à rationaliser les procédures de traitement des dossiers dans les services publics de l’État et à rendre l’information plus accessible aux usagers. En dehors du Directeur Général et de son Cabinet, toutes les Directions techniques et les Inspections forestières prennent part à cet atelier stratégique.

En l’absence du Conseiller technique aux Réformes, Monsieur Sévérin NSIA, et du Conseiller technique au Développement Durable, Monsieur Constant HOUNDENOU, tous deux empêchés à l’ouverture, il est revenu au Directeur des Systèmes d’Information de procéder au lancement des travaux de

l’atelier.

Dans son allocution d’ouverture, Monsieur Abdou-Aziz SOBABE ALI TAHIROU, le DSI du MCVT, a exprimé sa gratitude envers le projet PASPort/Enabel pour son appui diversifié aux structures du MCVT, et en particulier pour son soutien dans cette initiative de dématérialisation des services de la DGEFC. Au-delà de l’organisation de cet atelier, le projet PASPort a marqué son accord pour le financement des e-Services à mettre en place au profit de la DGEFC.

Dans les prochains mois, ce sera le tour de la Direction des Affaires Portuaires, Maritimes et Fluvio-lagunaires (DAPMF) de bénéficier de ce même type d’appui. C’est le lieu de remercier le Ministre du Cadre de Vie et des Transports, chargé du Développement Durable, Monsieur José TONATO dont les orientations sont à l’origine de la transformation digitale en cours au sein du MCVT.

Communication MCVT